Plus de 30 000 travailleurs mobilisés contre le crime organisé, le 24 octobre 2024

Nous publions le communiqué de la Fédération des Travailleurs de la Construction Civile du Pérou suite à leur mobilisation du mois d'octobre.

Cette mobilisation a été relayée et soutenue par d'autres syndicats de la construction en Amérique Latine, comme nos camarades du SINTEC chilien. La plupart des pays de la région sont confrontés à la montée en puissance du crime organisé, financé par le trafic que drogue et donc indirectement par les consommateurs d'Europe.

Les travailleurs de la Construction doivent réfléchir à la menace que représente la fraction la plus radicale de la bourgeoisie, celle du crime organisé. Non seulement parce qu'elle agit souvent en lien avec des organisations fascistes. Mais aussi parce que leurs bénéfices sont réinvestis dans d'autres activités économiques. Plus un secteur est ouvert à la corruption, au travail dissimulé, à la dérèglementation, et plus il est facile pour ces parasites d'y intervenir pour blanchir l'argent sale mais aussi pour accroitre les marges de bénéfices de leurs investissements.

Notre branche d'industrie, partout où la profession est désorganisée, est une des principales cibles du crime organisé.

Cette intervention massive est une réalité en Italie mais elle s'étend aussi en France.

Il est donc urgent de relancer la syndicalisation pour imposer un contrôle collectif sur la profession.

« Plus de 30 000 travailleurs de la construction civile de toutes les régions du Pérou se sont mobilisés à Lima le 24 octobre dans Un Mobilisation Nationale Centrale contre la Délinquance et pour la Paix, à l'appel de la FTCCP, pour exiger de l'Etat des actions efficaces contre la délinquance, l'extorsion et les assassinats commandités ainsi que l'arrestation des assassins des dirigeants syndicaux.

A partir de 11 heures, les travailleurs se sont concentrés en quatre points de la capitale pour mobiliser vers le Campo de Marte où s'est tenu un meeting syndical, en la présence de représentants de la Chambre syndicale de la Construction du Pérou

Le secrétaire général de la FTCCP, Luis Villanueva Carbajal, a insisté sur la participation massive des délégations des syndicats affiliés à travers tout le Pérou, lesquels ont exigé de l'Etat des mesures effectives et urgentes face aux assassinats commandités et l'extorsion, ainsi que à ce que la justice soit obtenue pour les 24 syndicalistes assassinés.

Il a rappelé que la FTCCP a dénoncé depuis 20 ans l'incursion de la délinquance en actes, sans que les institutions de l'Etat aient mené une lutte réelle contre le crime. Au contraire, cette délinquance n'a fait qu'augmenter. 11 personnes sont tuées, en moyenne tous les deux jours, dans le secteur de la construction, selon les données de la police.

« Nos responsables syndicaux, dans tout le pays, vivent sous la menace de ces bandes du crime organisé, qui souvent travaillent en collusion avec des pseudo-syndicats pour entrer sur les chantiers, et taxer le placement des salariés, exercer de la coercition pour l'achat de matériaux dans leurs magasins, taxer de 1% à 2% le coût des travaux pour autoriser aux employeurs d'exercer, entre autres modalités d'extorsion », a-t-il dénoncé.

Villanueva Carbajal a déclaré que les dirigeants syndicaux qui défendent le droit au travail et à la vie, sans extorsion, sont la cible de tueurs à gages sous les ordres de leurs commanditaires qui se cachent dans les prisons ou dans leurs bunkers à travers le Pérou. Et ceci grâce à l'inefficacité des autorités.

